



# Communiqué Allocution du chef des armées à l'hôtel de Brienne – 13 juillet 2025

Le ton est grave. Une gravité qui sert volontiers de prétexte au doublement du budget des armées sur la période 2017–2027. Une manne financière hors norme dans le paysage budgétaire du pays.

Concernant le budget, les annonces méritent d'être suivies d'effets : on ne paie pas les sous-traitants avec des discours. Si le propos est bien huilé, l'arrière-boutique, elle, correspond à des fournisseurs en attente de paiement de la part de l'État. L'ardoise se chiffrait à 99 milliards d'euros, tant les fonds tardent à être versés. Mis sur le dos de la censure budgétaire, ces retards sont en réalité structurels : les armées accusent 18 mois de retard dans le règlement de leurs factures.

Si l'effort est historique, l'unité nationale, elle, ne l'est pas. Le discours se veut solennel, mais la population n'a jamais été aussi divisée. Les préoccupations liées au pouvoir d'achat, à la santé et à la sécurité occupent tous les esprits, et rare un couple : président et son premier ministre n'ont été aussi impopulaires sous la Ve République.

Il n'est pas nécessaire d'agiter la guerre comme un épouvantail pour inciter les travailleurs à l'effort : ils savent parfaitement dans quel monde ils vivent, et ces efforts, ils les fournissent déjà au quotidien. Pour la CGT, les 211 milliards d'euros d'aides publiques versées aux entreprises sans contrepartie en 2023 pourraient constituer un socle financier solide, permettant d'épargner aux salariés et agents publics les discours larmoyants.

On ne construit pas l'unité nationale en culpabilisant les citoyens, ni en fermant les yeux sur les fermetures d'usines et les suppressions d'emplois permanents qui conduisent la France vers un chômage de masse.

*Sources :*

*Rapport du Sénat intitulé : « Perspectives de financement des objectifs fixés par la loi de programmation militaire », rédigé au nom de la Commission des finances par Dominique de Legge. Le rapport détaille notamment l'écart important entre AE et CP, les reports de charges et le reste à payer (99 milliards d'euros).*

*Baromètre Odoxa Macsaret pour public sénat 18 19 juin 2025 : 72% des sondés estiment que Emmanuel Macron ne fait pas un bon président, pour François Bayrou, c'est 77% des sondés qui estiment qu'il ne fait pas un bon premier ministre.*

*Rapport du Sénat de juin 2025 suite aux auditions des entreprises du CAC40 sur les aides publiques, réalisée par le rapporteur Fabien Gay. Le rapport détaille l'utilisation et le manque de suivi des 211 milliards d'euros d'aides aux entreprises.*